

Armorstat Conjoncture

N°67 MARS 2020 | DONNÉES AU 31 DECEMBRE 2019

Bilan 2019 et variations 2018/2019

BRETAGNE

ENTREPRISES

COMMERCE EXTÉRIEUR

EMPLOI CHÔMAGE

MÉNAGES LOGEMENT

TOURISME AGRICULTURE

ENTREPRISES

- Créations d'entreprises
- Dépôts de bilan et redressements judiciaires
- Crédits à l'équipement
- Permis de construire de locaux
- Investissements des entreprises
- Chiffres d'Affaires des entreprises

COMMERCE EXTERIEUR

- Valeur des exportations

EMPLOI CHÔMAGE

- Emploi salarié (3^e trim. 2019)
- Chômage

MÉNAGES LOGEMENT

- Consommation des ménages
- Permis de construire (logements neufs)
- Crédits à l'habitat
- Crédits à la consommation
- Immatriculations de voitures
- Bénéficiaires RSA-Prime d'Activité

TOURISME AGRICULTURE

- Fréquentation touristique
- Tonnages produits de la pêche
- Agriculture

SYNTHÈSE

La tendance à l'amélioration observée les trimestres précédents s'est confirmée en fin d'année 2019. Les principaux indicateurs économiques affichent une évolution favorable, tant au niveau des entreprises que des ménages.

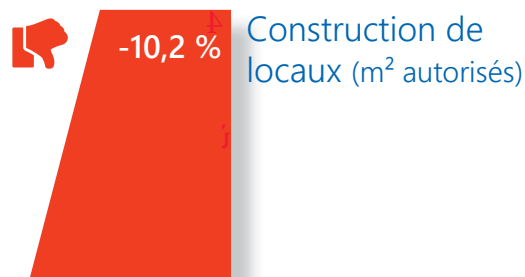
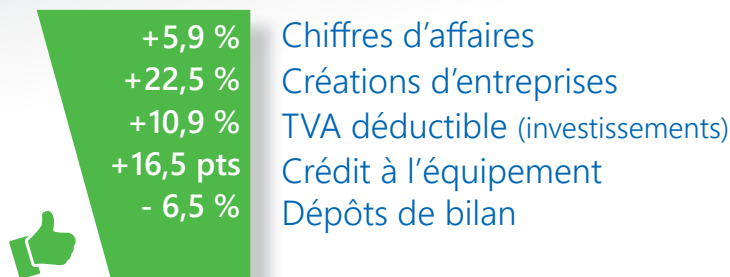
Portée par une bonne conjoncture économique, les effectifs salariés progressent et le chômage recule. La baisse concerne toutes les catégories de demandeurs d'emploi y compris la Catégorie A (n'ayant exercé aucune activité). Cette amélioration a notamment profité aux chômeurs de longue durée (près de la moitié des demandeurs d'emploi) mais pas aux seniors (27,9 % de la demande d'emploi).

Il est malheureusement certain que la crise sanitaire mondiale liée au Covid 19 aura des effets très importants sur cette évolution favorable de la conjoncture économique et sociale en Côtes d'Armor, effets qui seront mesurés au cours des semaines et mois à venir.

ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUREMPLOI
CHÔMAGEMÉNAGES
LOGEMENTTOURISME
AGRICULTURE

ACTIVITÉS DES ENTREPRISES



CHIFFRES D'AFFAIRES

Le montant total des chiffres d'affaires (CA) déclarés par les entreprises au 4^e trimestre 2019 s'est élevé à 7,1 milliards d'€ (+5,9 % à un an d'intervalle).

Pour l'ensemble de l'année 2019, le montant cumulé des CA atteint son plus haut niveau depuis 6 ans : 27,8 milliards d'€ et s'inscrit en hausse de 5,1 % par rapport à 2018. Cette progression résulte pour l'essentiel des Grandes Entreprises* (+13,8 % de CA), les autres établissements, qui relèvent directement de la DGFIP des Côtes d'Armor, enregistrant une hausse de 2,1%.

Les CA des quatre principaux secteurs (commerce, industrie, agriculture et construction) ont progressé. Parmi les autres secteurs, à noter la forte progression du CA des secteurs des *Activités spécialisées, scientifiques et techniques* (+11,1 %) ainsi que des *Activités de services administratifs et de soutien* (+10,5 %). A l'inverse, les secteurs de la *Santé humaine et action sociale* et du *Transport, entreposage* présentent des chiffres d'affaires en repli par rapport à 2018.

* Sociétés dont le chiffre d'affaire ou le total de l'actif brut est au moins égal à 400 millions d'€ (DGFIP-DGE).

CRÉATIONS ET DÉPÔTS DE BILAN

1 087 entreprises ont été créées dans le département des Côtes d'Armor au cours du 4^e trimestre 2019, volume en hausse de 22,5 % à un an d'intervalle. Le nombre d'entreprises nouvelles créées depuis le début de l'année (4 183) atteint son niveau le plus élevé depuis 2000. La progression à un an d'intervalle est de 16,3 % (Bretagne : +19 %, France métropolitaine : +18 %). La création d'entreprises individuelles (+18,0 %) bénéficie de la forte hausse des créations de micro-entreprises (+27 %).

67 liquidations et redressements judiciaires ont été prononcés au cours du 4^e trimestre 2019 (chiffre stable à un an d'intervalle) et 243 sur l'ensemble de l'année, volume en diminution pour la cinquième année consécutive.

CHIFFRES D'AFFAIRES DES ENTREPRISES (EN €) POUR LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ - Données annuelles

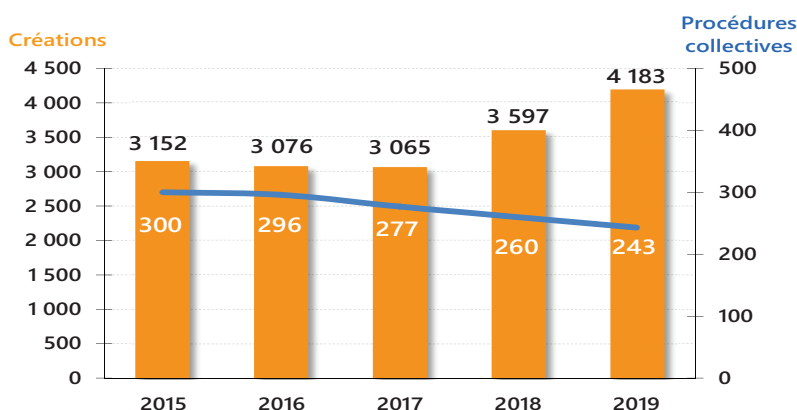
Source : Direction Départementale des Finances Publiques (DGFIP)

	Janvier à décembre 2019	Variation 2018/2019
Agriculture, sylviculture et pêche	2 909 217 411	1,6 %
Industrie manufacturière	8 390 184 983	8,6 %
Construction	2 399 368 078	6,7 %
Commerce, réparation d'automobiles	8 897 931 801	3,9 %
Transports et entreposage	723 463 356	-9,7 %
Hébergement et restauration	597 327 866	4,8 %
Activités financières et assurances	818 519 053	3,0 %
Activités immobilières	458 819 708	1,8 %
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	779 178 218	11,1 %
Activités de services administratifs, de soutien	531 639 738	10,5 %
Santé humaine et action sociale	302 566 052	-11,2 %
Autres activités de services	333 484 999	7,7 %
CA de l'ensemble des secteurs	27 838 836 320	5,1 %

CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Données annuelles

Sources : INSEE, Greffes du Tribunal de Commerce de Saint-Brieuc



ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUREMPLOI
CHÔMAGEMÉNAGES
LOGEMENTTOURISME
AGRICULTURE

INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES

INVESTISSEMENT

Après une année 2016 en retrait, le montant de TVA déductible sur immobilisations, principal indicateur de l'investissement des entreprises, s'est élevé à 245 millions d'€ en 2019 (+10,5 % à un an d'intervalle), montant le plus important atteint depuis 2010.

Cette progression résulte pour l'essentiel du dynamisme des Grandes Entreprises* qui affichent une progression de 33 % du montant de leur TVA déductible à un an d'intervalle.

* Sociétés dont le chiffre d'affaire ou le total de l'actif brut est au moins égal à 400 millions d'€ (DGFIP-DGE).

CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT

L'encours des crédits à l'équipement des entreprises a progressé de 16,53 points à un an d'intervalle, hausse la plus forte enregistrée depuis 2002.

Au niveau des dépôts, on enregistre sur un an une progression très importante de l'encours des dépôts à vue (+43 points) et, dans une moindre mesure, de l'épargne financière (+0,15 point).

CONSTRUCTION

La surface totale de locaux professionnels autorisés est de 114 649 m² au 4^e trimestre 2019, soit une baisse de 10,2 % à un an d'intervalle, du fait principalement de la forte réduction des surfaces de bâtiments industriels et agricoles.

Sur l'ensemble de l'année 2019, 572 315 m² de locaux professionnels ont été autorisés, surface en hausse de 2,7 % par rapport à 2018. Cette progression est portée par la construction de locaux dédiés principalement à l'industrie, l'artisanat, aux bureaux et aux hébergements hôteliers.

La situation est moins favorable au niveau des bâtiments mis en chantier : -6,8 % de surfaces commencées entre 2018 et 2019. Ceci concerne principalement les bâtiments industriels, les entrepôts et les locaux dédiés à des services publics.

TVA DEDUCTIBLE SUR IMMOBILISATIONS INDICATEUR DE L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES (EN MILLIONS D'€) - Données annuelles

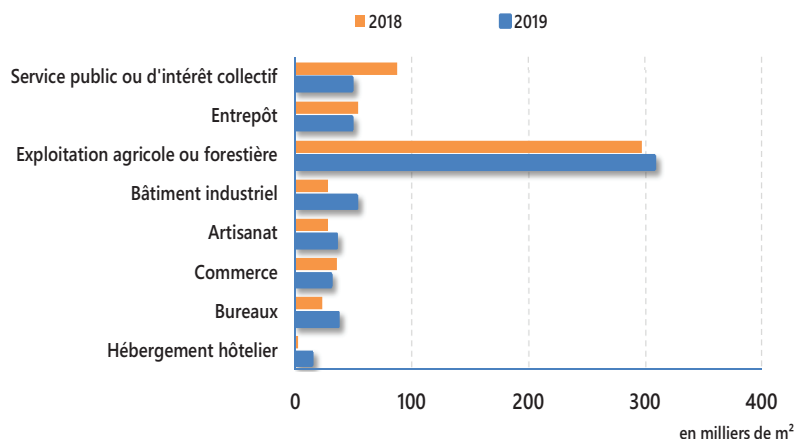
Source : Direction Départementale des Finances Publiques (DGFIP)



SURFACES AUTORISÉES DE LOCAUX PROFESSIONNELS

Données annuelles

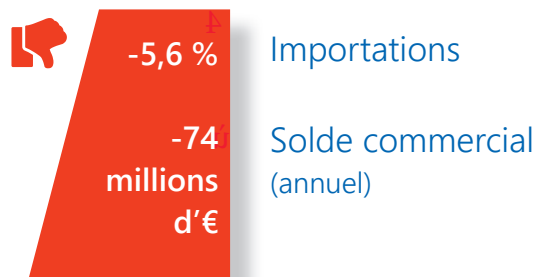
Source : DREAL



ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUREMPLOI
CHÔMAGEMÉNAGES
LOGEMENTTOURISME
AGRICULTURE

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS



↑↓ IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS

Le montant en valeur des exportations s'est élevé à 314 millions d'€ au 4^e trimestre 2019, chiffre en hausse de 5,3 % par rapport au 4^e trimestre 2018 (Bretagne : +1,9 %).

Sur l'ensemble de l'année 2019, les exportations atteignent 1,178 milliard d'€ (+4,2 % par rapport à 2018). Parmi les principaux produits exportés, quatre progressent : les produits informatiques (+24 millions d'€), les produits des IAA (+23,3 M€), le matériel de transport (+12,1 M€) et les produits agricoles (+2,4 M€). Toutes les autres exportations sont en baisse notamment les produits chimiques, parfums et cosmétiques (-8,6 M€) ainsi que les produits textiles, habillement, cuir (-3,5 M€).

Le montant des importations au 4^e trimestre 2019 atteint 307 millions d'€, volume en diminution de 5,6 % par rapport au 4^e trimestre 2018 (-18,3 millions d'€).

Il atteint 1,25 milliard d'€ pour l'année 2019, soit une baisse de 2,2 %. La plus forte baisse touche les produits chimiques, parfums et cosmétiques (-46,7 millions d'€ entre 2018 et 2019). A l'opposé, les plus fortes hausses concernent les produits agricoles (+12,9 M€) ainsi que les produits informatiques, électroniques, optiques (+10,5 M€).

SOLDE COMMERCIAL

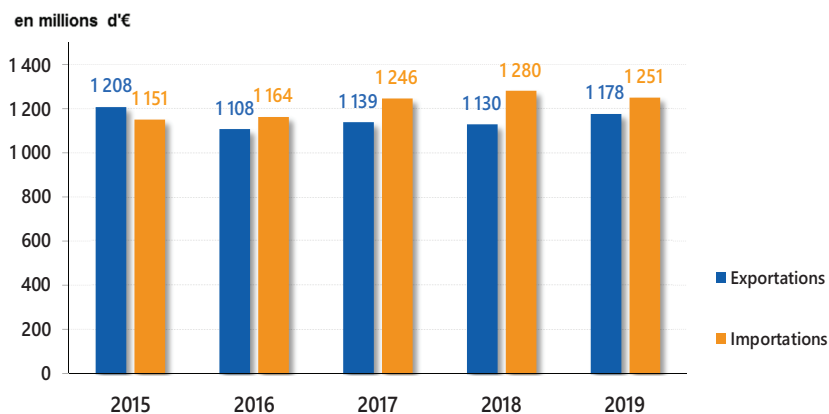
Devenu négatif en 2016, le déficit commercial des Côtes d'Armor s'est accentué jusqu'en 2018 (-150 millions d'€). L'année 2019 a cependant été marquée par une amélioration de ce déficit (-74 M€) grâce aux bons résultats obtenus au cours du 4^e trimestre 2019.

En 2019, seules 5 catégories de produits (parmi les 18 répertoriées) bénéficient d'un solde commercial excédentaire. Il s'agit notamment des produits des IAA (369 millions d'€ d'excédent commercial) et des produits agricoles (42 M€).

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS (EN MILLIONS D'€ COURANTS)

Données annuelles

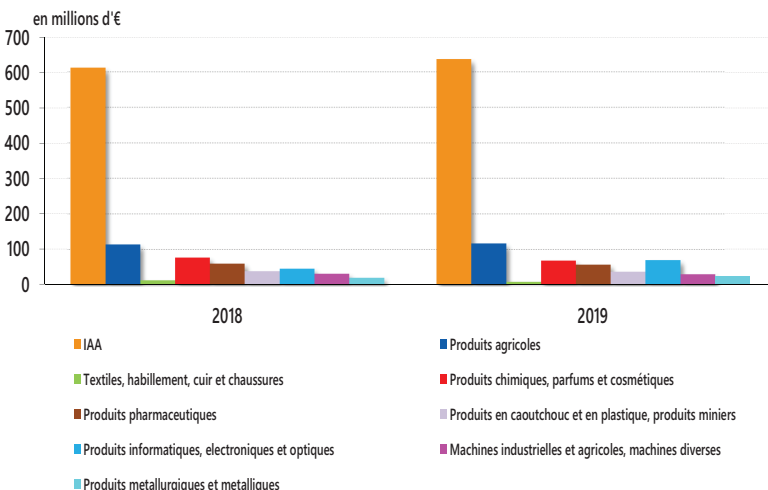
Source : Direction Régionale des Douanes Bretagne



PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (EN MILLIONS D'€ COURANTS)

Données annuelles

Source : Direction Régionale des Douanes Bretagne



ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUREMPLOI
CHÔMAGEMÉNAGES
LOGEMENTTOURISME
AGRICULTURE

EMPLOIS SALARIÉS SECTEUR PRIVÉ

+0,9 %
-0,6 pt
-3,5 %Emplois salariés privés (3^e trimestre)
Taux de chômage (4^e trimestre)
Demandeurs d'emploi (Cat. A, B, C)+0,8 %
+171,9 %Ruptures conventionnelles
homologuées de CDI
Heures de chômage
partiel (3^e trimestre)COMPARAISON CÔTES D'ARMOR,
BRETAGNE ET FRANCE

Au 30 septembre 2019, 126 654 emplois salariés privés étaient recensés en Côtes d'Armor (+1 096 par rapport à septembre 2018).

L'augmentation relative (+0,9 %) est moins soutenue qu'à l'échelle régionale (+1,6 %) ou nationale (+1,3 %). L'emploi salarié progresse cependant régulièrement depuis 2015 et a atteint, en 2019, son plus haut niveau pour un 3^e trimestre.

Cette embellie a profité à tous les secteurs d'activité, mis à part celui du Commerce en très légère baisse (-0,2 %). Les plus fortes augmentations concernent les secteurs de l'Intérim (+ 261 emplois, +3,6 %) et de la Construction (+259 emplois, +2,1 %), tendances également observées au niveau régional. L'activité intérimaire se concentre principalement dans les industries agroalimentaires et la construction.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR - Données brutes

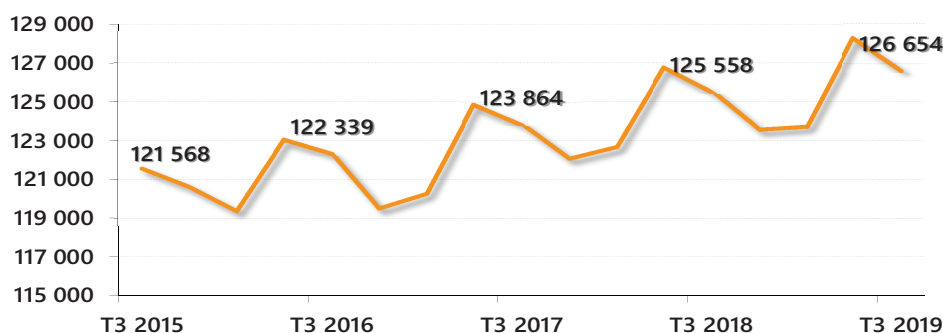
Source : Urssaf Bretagne (emploi salarié secteur privé, hors secteur agricole)

Côtes d'Armor	Septembre 2018	Septembre 2019	Variation sur 12 mois
Industrie	23 741	24 041	+ 1,3 %
Construction	12 572	12 831	+ 2,1 %
Commerce	23 265	23 230	- 0,2 %
Hôtels, cafés, restaurants (HCR)	7 701	7 720	+ 0,2 %
Autres services	50 984	51 276	+ 0,6 %
Intérim	7 295	7 556	+ 3,6 %
Total emploi salarié 22	125 558	126 654	+ 0,9 %
Bretagne			
Industrie	158 371	160 223	+ 1,2 %
Construction	70 461	72 231	+ 2,5 %
Commerce	143 881	145 209	+ 0,9 %
Hôtels, cafés, restaurants (HCR)	51 649	52 923	+ 2,5 %
Autres services	360 700	366 593	+ 1,6 %
Intérim	42 201	43 623	+3,4 %
Total emploi salarié	827 263	840 802	+ 1,6 %

ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ EN CÔTES D'ARMOR

Données brutes

Source : Urssaf Bretagne (emploi salarié secteur privé, hors secteur agricole)



ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUREMPLOI
CHÔMAGEMÉNAGES
LOGEMENTTOURISME
AGRICULTURE

LE CHÔMAGE EN CÔTES D'ARMOR

LES DEMANDEURS D'EMPLOI

47 644 demandeurs d'emploi étaient inscrits à Pôle Emploi au 4^e trimestre 2019 (données brutes en moyenne trimestrielle, Catégories A, B, C), chiffre en baisse sur un an de 3,5 % (France métropolitaine : -3,2 %, Bretagne : -2,9 %).

6 640 demandeurs d'emploi étaient âgés de moins de 25 ans, effectif en baisse de 7,3 % par rapport au 4^e trimestre 2018. Cette tendance est plus prononcée en Côtes d'Armor qu'en Bretagne (-6,5 %) et, surtout, qu'au niveau national (-4,5 %).

13 309 personnes de 50 ans et plus étaient inscrites à Pôle Emploi en moyenne sur le 4^e trimestre 2019. Le nombre de seniors demandeurs d'emploi augmente toujours (+0,8 % à un an d'intervalle), à un rythme moins élevé cependant que celui observé entre les 4^e trimestres 2017 et 2018.

22 746 personnes étaient au chômage depuis plus d'un an, effectif en baisse de 2,8 % sur un an, ce qui n'était pas arrivé depuis 2008 au cours d'un 4^e trimestre. Cette diminution du chômage de longue durée est du même ordre que celle constatée au niveau national (-2,6 %) mais plus élevée qu'à l'échelle de la Bretagne (-1,6 %).

26 309 demandeurs d'emploi n'avaient pas du tout travaillé au 4^e trimestre 2019 (Catégorie A), chiffre en recul de 4,1 % sur un an (Bretagne : -3,1 %, France métropolitaine : -3,2 %).

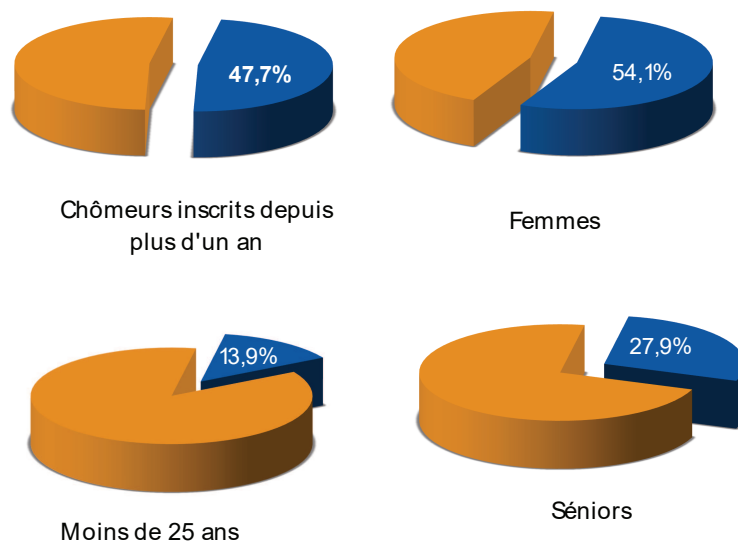
Enfin, 1 800 offres d'emplois ont été collectées par Pôle Emploi au cours du 4^e trimestre 2019, volume en hausse à un an d'intervalle (+5,9 %) alors qu'il a diminué à l'échelle de l'ensemble de la Bretagne.

Les emplois durables (plus de 6 mois ou CDI), qui représentent 56 % des offres d'emplois dans le département, ont progressé de 25 % à un an d'intervalle soit une hausse plus élevée que celle de la région Bretagne (+5,9 %).

REPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATEGORIES A, B, C

Données brutes en moyenne trimestrielle

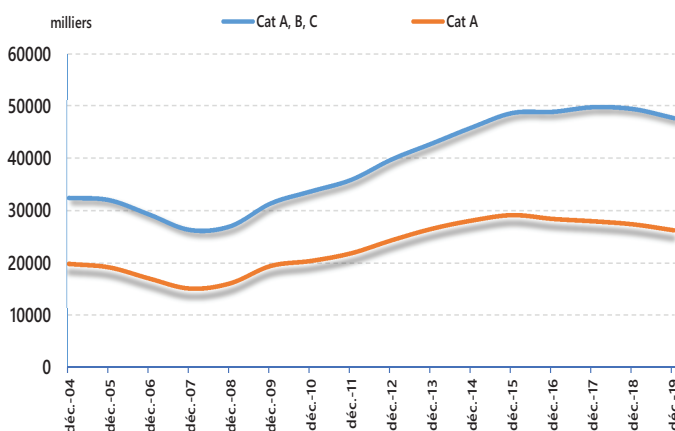
Source : Direccte



ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A ET DE CATÉGORIES A, B, C

Données brutes en moyenne trimestrielle

Source : Direccte



ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUREMPLOI
CHÔMAGEMÉNAGES
LOGEMENTTOURISME
AGRICULTURE

LE CHÔMAGE EN CÔTES D'ARMOR



LE CHÔMAGE PARTIEL

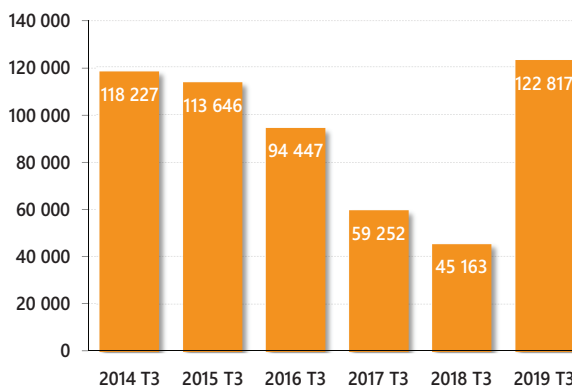
122 817 heures d'activité partielle ont été autorisées au 3^e trimestre 2019. Ce volume est en hausse de 171,9 % par rapport au 3^e trimestre 2018 et atteint ainsi son plus haut niveau depuis 2010 pour un 3^e trimestre.

Cette progression est considérable comparativement au niveau régional (+6,8 %) et au niveau national (+9,0%).

NOMBRE D'HEURES AUTORISÉES D'ACTIVITÉ PARTIELLE

Données trimestrielles brutes

Source : DGEFP - exploitation Darès



RUPTURES CONVENTIONNELLES INDIVIDUELLES DE CDI

Le nombre de demandes d'homologations de ruptures conventionnelles de CDI reçues en Côtes d'Armor a diminué au cours du 3^e trimestre 2019.

683 demandes ont été enregistrées, volume en baisse de 1,6 % par rapport au 3^e trimestre 2018 (Bretagne : +6 %, France métropolitaine : +3,5 %).

Sur les 683 dossiers déposés, 668 demandes ont été homologuées au 3^e trimestre 2019, soit 97,8 %, taux très légèrement supérieur à celui constaté en Bretagne (96 %).

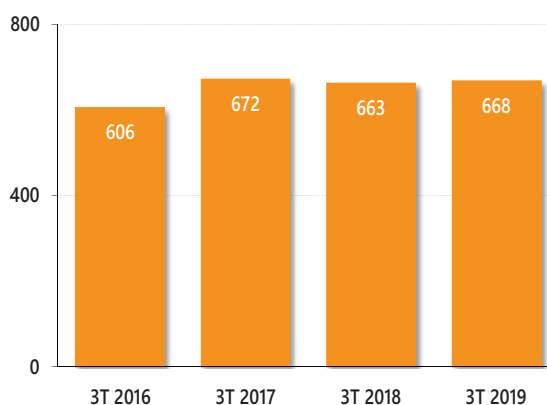
A un an d'intervalle, le nombre de demandes homologuées en Côtes d'Armor est resté relativement stable (+0,8 %) alors qu'il a nettement progressé en Bretagne (+7,9 %) ainsi qu'au niveau national (+3 %).

Le nombre de refus d'homologation par la DIRECCTE de demandes de ruptures conventionnelles de CDI (15 en Côtes d'Armor sur un total de 141 au niveau régional) a régressé dans tous les départements bretons, particulièrement en Côtes d'Armor (-51,6 %).

NOMBRE DE DEMANDES DE RUPTURES CONVENTIONNELLES DE CDI HOMOLOGUÉES

Données trimestrielles brutes

Source : Direccte



ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUREMPLOI
CHÔMAGEMÉNAGES
LOGEMENTTOURISME
AGRICULTURE

LE TAUX DE CHÔMAGE : COMPARAISON RÉGIONALE ET NATIONALE

TAUX DE CHÔMAGE

Au 4^e trimestre 2019, le taux de chômage en Côtes d'Armor s'établissait à 7,1 % (Bretagne : 6,7 %, France métropolitaine : 7,9 %).

Le recul du taux de chômage en Côtes d'Armor (-0,6 point à un an d'intervalle) est identique à celui observé en Bretagne ou en France métropolitaine. Le taux costarmoricain reste cependant supérieur à celui des autres départements bretons, notamment à celui d'Ille-et-Vilaine (6,2 %).

TAUX DE CHÔMAGE

Sources : Direccte, Pôle Emploi, Insee

	DEFM Cat. A, B, C Variation 4 ^e trimestres 2018 et 2019	Taux de chômage au 4 ^e trimestre 2019
Côtes d'Armor	- 3,5 %	7,1 %
Bretagne	- 2,7 %	6,7 %
France	- 3,2 %	7,9 %

TAUX DE CHÔMAGE PAR ZONE D'EMPLOI

Entre les 4^e trimestres 2018 et 2019, les taux de chômage ont reculé dans toutes les Zones d'emploi (ZE) bretonnes. Les baisses les plus significatives concernent les ZE de Lorient, de Carhaix (-0,9 point) et de Saint-Brieuc (-0,7 point).

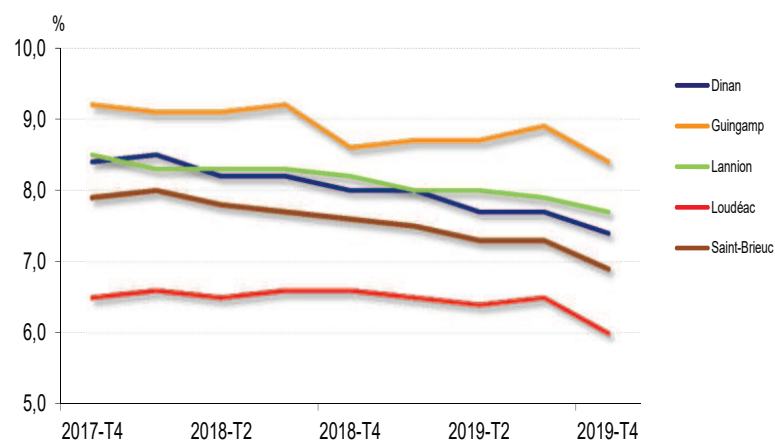
La ZE de Guingamp affiche toujours le taux de chômage le plus élevé des Côtes d'Armor et de Bretagne : 8,4 %, en baisse de 0,2 point sur un an.

A l'inverse, la ZE de Loudéac reste le territoire costarmoricain ayant le plus faible taux de chômage (6,0 %) et se positionne au troisième rang à l'échelle régionale, juste derrière les ZE de Vitré (4,5 %), de Fougères (5,7 %) et devant Rennes (6,1 %).

Les taux de chômage des ZE de Dinan et de Lannion restent importants (respectivement 7,4 et 7,7 %) mais la tendance est à l'amélioration avec des replis respectifs de 0,6 et de 0,5 point sur un an, amélioration qui concerne également la ZE de Saint-Brieuc (taux de chômage de 6,9 % en diminution de 0,7 point à un an d'intervalle).

TAUX DE CHÔMAGE LOCALISÉS PAR ZONE D'EMPLOI

Source : Insee



ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUREMPLOI
CHÔMAGEMÉNAGES
LOGEMENTTOURISME
AGRICULTURE

LA CONSOMMATION DES MÉNAGES



+4,5 %
+20,1 pts
+11,1 %
+4,9 %

TVA collectée (consommation ménages)
Crédit à l'habitat
Immatriculations de voitures neuves
Permis de construire de logements neufs



+35,7 %

RSA, Prime d'activité

LA TVA COLLECTÉE

Le montant de TVA collectée en Côtes d'Armor au 4^e trimestre 2019 s'est élevé à 187,8 millions d'€, chiffre en hausse de 4,5 % sur un an. Cet indicateur, témoin du dynamisme de la consommation des ménages, augmente régulièrement depuis 2013.

Tout au long de l'année 2019, la consommation des ménages est restée dynamique avec un montant de TVA collecté de 776 M€, volume en hausse de 6,3 % par rapport à 2018.

LE CRÉDIT

L'encours des crédits à l'habitat continue à progresser. Le montant des crédits à l'habitat s'élève à 8,2 milliards d'€ en décembre 2019 (indice des crédits en hausse de 20,1 points par rapport à décembre 2018). Parallèlement, l'encours des crédits à la consommation progresse également (+ 5,3 pts en un an), moins vite cependant que sur les trois périodes précédentes.

Les dépôts des particuliers progressent eux aussi. L'encours de leurs dépôts à vue gagne 15 pts par rapport à décembre 2018 et la progression de leur épargne financière (livrets A, livrets ordinaires, PEL et autres livrets) est toujours élevée (+ 6,3 pts sur un an).

IMMATRICULATION DE VÉHICULES

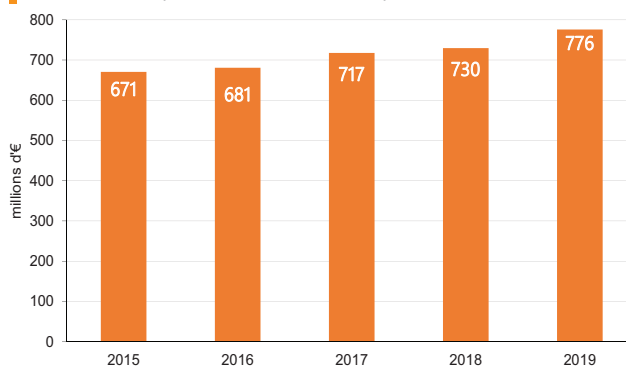
4 564 voitures neuves ont été immatriculées en Côtes d'Armor au cours du 4^e trimestre 2019, volume en hausse de 11,1 % à un an d'intervalle.

En données cumulées depuis le début de l'année, le nombre d'immatriculations (17 039 voitures) a légèrement progressé (+0,4%). Cette amélioration est inférieure à celle enregistrée à l'échelle nationale (+1,6 %) alors qu'un recul des immatriculations est constaté en Bretagne (-1,0 %).

TVA COLLECTÉE (EN MILLIONS D'€)

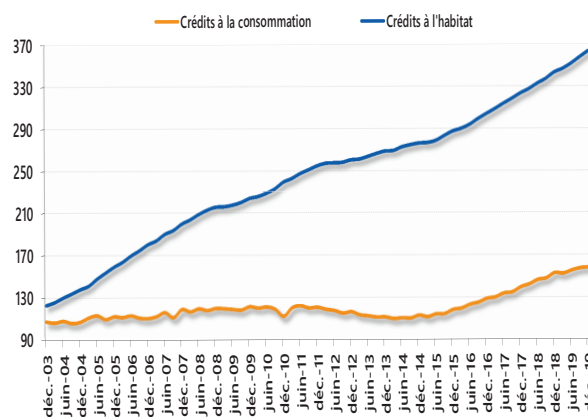
Données annuelles

Source : Direction Départementale des Finances Publiques (DGFiP)



ÉVOLUTION DES INDICES DES CRÉDITS AUX PARTICULIERS

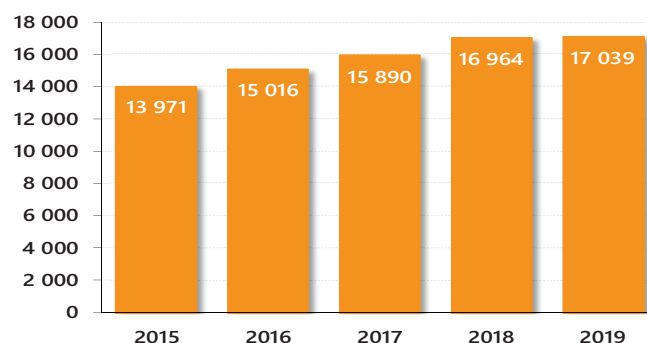
Source : Banque de France



IMMATRICULATIONS DE VÉHICULES DE TOURISME NEUFS

Données annuelles

Source : Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Énergie



ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUREMPLOI
CHÔMAGEMÉNAGES
LOGEMENTTOURISME
AGRICULTURE

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS

LES LOGEMENTS NEUFS

Les logements autorisés :

743 permis de construire ont été délivrés au cours du 4^e trimestre 2019 (hors logements en résidence), volume en hausse de 4,9 % par rapport au 4^e trimestre 2018 (Bretagne : +10,3 %).

Sur l'ensemble de l'année 2019, 2972 permis de construire ont été autorisés, soit 148 de moins qu'en 2018 (-4,7 %). Le repli concerne principalement les logements collectifs (-42,2 % contre -6,7 % en Bretagne), les logements individuels enregistrant une hausse de 6,5 % (Bretagne : +1,4 %).

Les logements commencés :

La tendance n'est pas favorable au niveau des logements commencés. 585 ont été mis en chantier (hors logements en résidence) **au 4^e trimestre 2019, soit un recul de 25,7 %** à un an d'intervalle. Cette tendance est également observée en Bretagne (-21,7 %) ainsi qu'au niveau national (-6,1 %).

Cependant, en données cumulées depuis le début de l'année, 2 680 logements ont été commencés en Côtes d'Armor, volume en progression de 3,8 % par rapport à 2018. Cette hausse ne concerne que les logements individuels (+10,8 %), le nombre de logements collectifs mis en chantier ayant diminué de 26,5%.

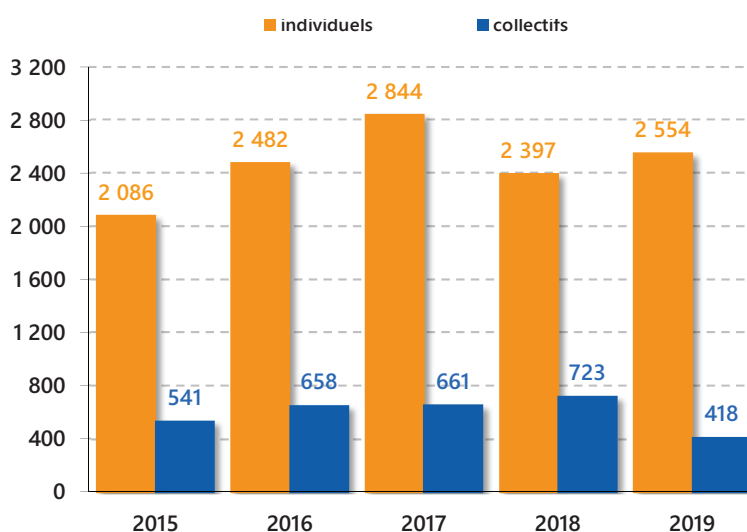
A l'échelle régionale, si la tendance d'évolution est identique, la hausse des logements individuels ne compensant pas la baisse des collectifs, la Bretagne enregistre une diminution de 5,4 % du nombre total de logements mis en chantier entre 2018 et 2019.

A noter (données 3^e trimestre 2019 non actualisées) : La production départementale de béton prêt à l'emploi, matériau utilisé dans la construction de logements et de locaux professionnels mais aussi pour les ouvrages d'art et les infrastructures, a atteint son plus haut niveau depuis 10 ans. A un an d'intervalle, elle a progressé de 9 % et de 7,2 % en données cumulées depuis le début de l'année.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS

Données annuelles

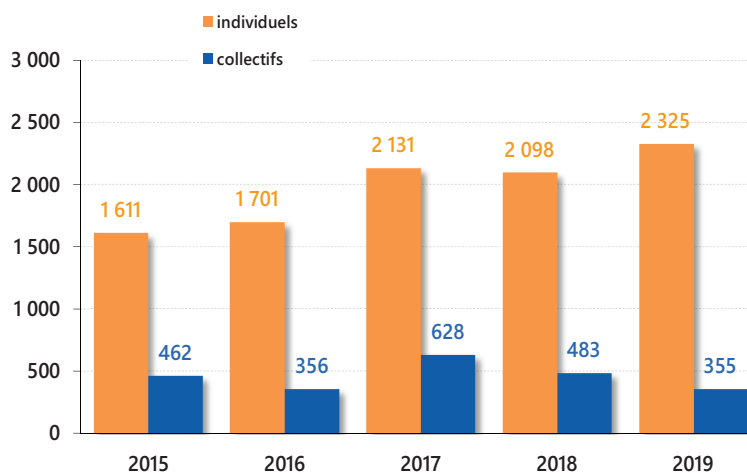
Source : DREAL



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS COMMENCÉS

Données annuelles

Source : DREAL



ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUREMPLOI
CHÔMAGEMÉNAGES
LOGEMENTTOURISME
AGRICULTURE

LA PRÉCARITÉ

REVENU DE SOLIDARITÉ
ACTIVE ET PRIME D'ACTIVITÉ

Fin décembre 2019, 10 346 foyers costarmoricains bénéficiaient du Revenu de Solidarité Active « Socle » versé par la CAF, soit 115 foyers supplémentaires à un an d'intervalle (+1,1 %).

34 002 foyers percevaient la Prime d'Activité, prestation qui complète les revenus d'activité professionnelle et remplace le RSA « Activité » et la Prime pour l'emploi. Versée mensuellement selon certaines conditions (+ de 18 ans, salaire net inférieur à 1 500 € par mois...) aux personnes en activité, son montant est recalculé chaque trimestre. Entre décembre 2018 et décembre 2019, 11 541 foyers supplémentaires ont bénéficié de cette prime en Côtes d'Armor (+51,4 %).

Au total, 44 348 foyers costarmoricains ont bénéficié de ces deux prestations (+35,7 % par rapport à décembre 2018), dont 2 450 foyers cumulaient RSA et Prime d'Activité.

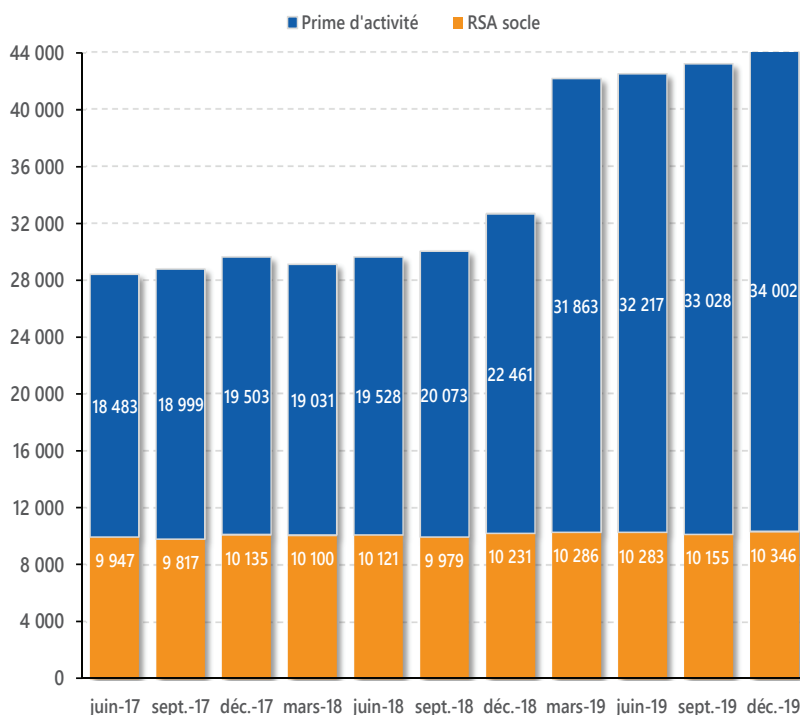
A ces foyers, qui reçoivent leurs prestations de la CAF, s'ajoutent les foyers des salariés et non-salariés agricoles (chefs d'exploitation, conjoints, collaborateurs, aides familiaux) qui peuvent également percevoir des prestations via la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

3 672 foyers ont bénéficié de la Prime d'Activité versée par la MSA en décembre 2019, soit 999 de plus qu'en décembre 2018 (+37,4 %). Cette hausse concerne principalement les salariés agricoles (+49,3 %), l'effectif des non-salariés agricoles bénéficiaires ayant quant à lui progressé de 10,1 %.

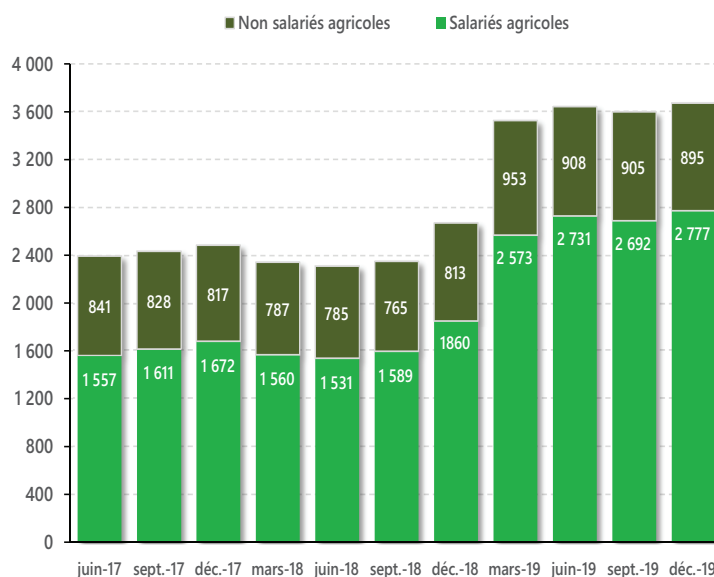
La forte progression globale des bénéficiaires de ces différents dispositifs sociaux est due aux effets de la revalorisation exceptionnelle de la Prime d'activité ainsi que de l'élargissement des conditions de son attribution suite à l'annonce présidentielle du 10 décembre 2018 et au décret du 21 décembre 2018, en réponse au mouvement des Gilets Jaunes.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FOYERS BÉNÉFICIAIRES DU RSA ET DE LA PRIME D'ACTIVITÉ VERSÉS PAR LA CAF

Source : Caisse d'Allocations Familiales des Côtes d'Armor



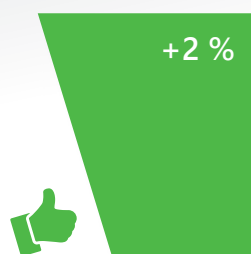
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FOYERS BÉNÉFICIAIRES DE LA PRIME D'ACTIVITÉ



ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUREMPLOI
CHÔMAGEMÉNAGES
LOGEMENTTOURISME
AGRICULTURE

LE TOURISME

Nuitées touristiques globales
(annuel)

Nuitées en hôtel

HÔTELLERIE

Les hôtels des Côtes d'Armor, qui ont accueilli 201 307 nuitées au 4^e trimestre 2019, enregistrent un recul de leur fréquentation par rapport au 4^e trimestre 2018 de 3 %.

Le taux d'occupation moyen des hôtels sur le 4^e trimestre 2019 reste stable par rapport à 2018 (43,7 %). Les clientèles d'affaires sont majoritaires et représentent 52 % des nuitées du trimestre.

Sur l'ensemble de l'année 2019, les hôtels des Côtes d'Armor ont accueilli 1,21 million de nuitées (comme en 2018) et enregistrent un taux d'occupation annuel de 54,8 % (+1,8 points). L'activité s'est bien maintenue sur l'année malgré une baisse de fréquentation au 4^e trimestre, impacté par une météo pluvieuse et le mouvement social contre la réforme des retraites. Sur les 5 dernières années, la fréquentation hôtelière s'est fortement développée : +8 %, hausse équivalente à celle du niveau national (+7 %) mais moindre qu'en Bretagne (+13 %), région française parmi celles qui ont le plus progressé.

NUITÉES TOURISTIQUES

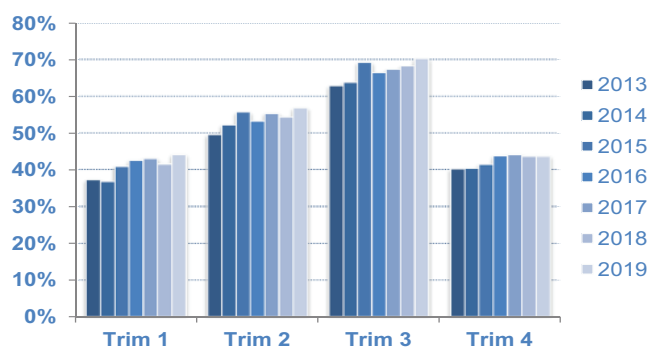
Avec 23,5 millions de nuitées touristiques en Côtes d'Armor sur l'ensemble de l'année 2019, la fréquentation est en hausse de 2 % par rapport à la saison 2018 et situe 2019 parmi les meilleures années touristiques depuis 10 ans (bien supérieure à 2012).

Le 2^e trimestre, favorisé par des ponts de printemps bien positionnés, notamment le week-end de Pâques lors des vacances des Parisiens et des Bretons, a progressé de 8 %. Par ailleurs, la saison estivale a bénéficié d'une météo chaude et ensoleillée dès la mi-juin permettant aux mois de juin et juillet de progresser fortement.

Les départements bretons ont connu une bonne saison touristique 2019 avec près de 100 millions de nuitées, volume en hausse de 2,2 % par rapport à 2018.

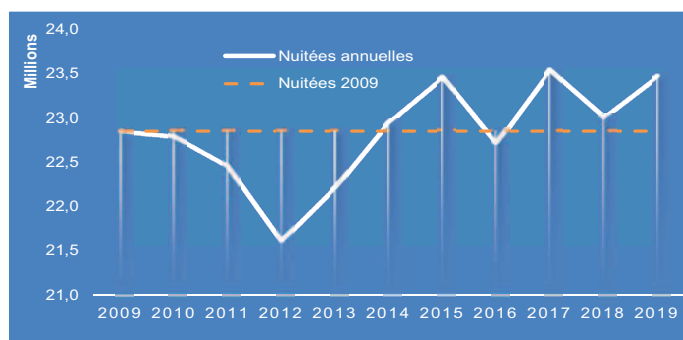
TAUX D'OCCUPATION DES HÔTELS

Source : Côtes d'Armor Destination – INSEE – DGCS



EVOLUTION DES TAUX D'OCCUPATION DES CAMPINGS (MAI A SEPTEMBRE)

Source : Côtes d'Armor Développement – Réseau Morgoat



ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUREMPLOI
CHÔMAGEMÉNAGES
LOGEMENTTOURISME
AGRICULTURE

LA PÊCHE ET L'AGRICULTURE



+2,4 %
+3,0 %
+18,5 %
+24,3 %

Tonnage des produits de la pêche
Prix du lait
Investissements agricoles
Prix du porc



-0,4 %
-2,2 %

Abattages de porcs
Valeur des ventes en criées

 LA PÊCHE

7 205 tonnes de produits de la pêche ont été débarquées en criées au cours du 4^e trimestre 2019 pour un montant de 21 millions d'€. Les tonnages sont en progression de 2,4 % à un an d'intervalle alors que les valeurs sont en baisse de 2,2 %.

Au cours de l'année 2019, 20 962 tonnes de produits ont été débarquées pour un montant de 58,4 millions d'€. Les tonnages, ainsi que la valeur, sont en diminution par rapport à 2018. Impactée par plusieurs arrêts techniques de navires, notamment hauturiers, la pêche de poissons enregistre une diminution de 12 % en volume et de 10 % en valeur.

Les coquillages progressent en tonnage (+5,7 %) comme en valeur (+14,5 %) avec une hausse pour la coquille Saint-Jacques de 18 % en volume et de 17 % en valeur. Les crustacés accusent, par contre, une légère baisse des apports (-3%) mais une valeur en hausse (+4 %) en raison de débarquements de homards importants (+7 %).

 L'AGRICULTURE

L'évolution au 4^e trimestre 2019 est comparable à celle du 4^e trimestre 2018 pour les abattages de porcs (-0,4 %). La tendance est également défavorable pour les bovins qui avaient progressé un an auparavant. A l'inverse, les abattages de poulets et de dindes, ainsi que les livraisons de lait, sont repartis à la hausse. En données cumulées depuis le début de l'année, seuls les abattages de veaux diminuent comparativement à la même période de 2018.

L'investissement moyen dans les exploitations agricoles atteint un niveau record de 48 600 € au 4^e trimestre 2019 (+18,5 % à un an d'intervalle). La hausse observée en 2019 est tirée par l'amélioration de la conjoncture en production laitière. La production porcine bénéficie également d'une conjoncture très favorable depuis quelques mois. Elle devrait logiquement se répercuter sur l'investissement du fait du vieillissement du parc de bâtiments d'élevage, notamment en engraissement.

COMPARAISON DES INDICATEURS

Données annuelles

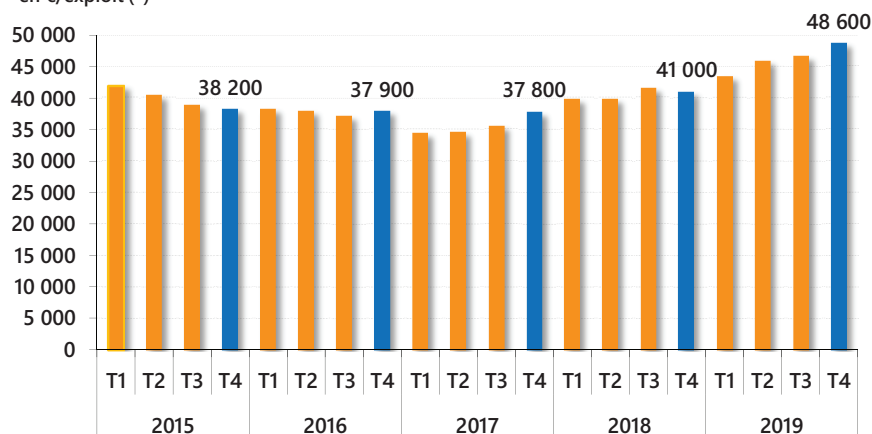
Sources : DRAAF, CAD (données criées)

	2018	2019	Variation
Livraisons de lait (milliers d'hl)	14 193	14 320	+ 0,9 %
Abattages gros bovins (milliers de têtes)	297	302	+ 1,4 %
Abattages veaux (milliers de têtes)	50	48	- 4,1 %
Abattages porcins (milliers de têtes)	5 296	5 343	+ 0,9 %
Abattages poulets (milliers)	48 599	51 260	+ 5,5 %
Abattages dindes (milliers)	3 515	4 386	+ 24,8 %
Pêche-ventes en criées (tonnes)	22 058	20 962	- 5,0 %
Pêche-ventes en criées (milliers d'€)	60 363	58 375	- 3,3 %

INVESTISSEMENT EN AGRICULTURE

Source : CER FRANCE

en €/exploit (*)



ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUREMPLOI
CHÔMAGEMÉNAGES
LOGEMENTTOURISME
AGRICULTURE

LA PÊCHE ET L'AGRICULTURE

L'AGRICULTURE - PRIX DU PORC

Le prix moyen du porc en décembre 2019 était de 1,487 € par kg, montant en hausse de 24,3 % par rapport à décembre 2018.

Ce prix a atteint un pic en juillet 2017 (1,424 €) pour redescendre et atteindre son niveau le plus bas fin décembre 2018 (1,196 €). Le prix est ensuite remonté à partir de la mi-mars 2019, tiré par la demande asiatique, notamment chinoise.

La reprise en 2019 a permis de compenser en moyenne les pertes de trésorerie subies durant la crise précédente. Pour les situations les plus fragiles, il faudra encore attendre pour constater une amélioration notable des bilans financiers qui devrait cependant être rendue possible par un maintien en 2020 des tendances actuelles.

La tendance du prix repose toujours sur la crise FPA (Fièvre Porcine Africaine) en Chine et dans les pays voisins. Les importations asiatiques de viande resteront élevées mais les échanges avec la Chine risquent être impactés par les effets de la crise du Coronavirus.

L'AGRICULTURE - PRIX DU LAIT

Le prix du lait « A » payé aux producteurs a atteint 331,36 € pour 1 000 litres en décembre 2019, montant en hausse de 10 € (+3 %) sur un an.

La moitié de cette hausse serait imputable à la mise en place de la loi EGALIM. Les premiers résultats des négociations 2020 avec la grande distribution sont plutôt encourageants. Le prix de base du lait « A » début 2020 se situe entre 330 et 335 €/1000 l.

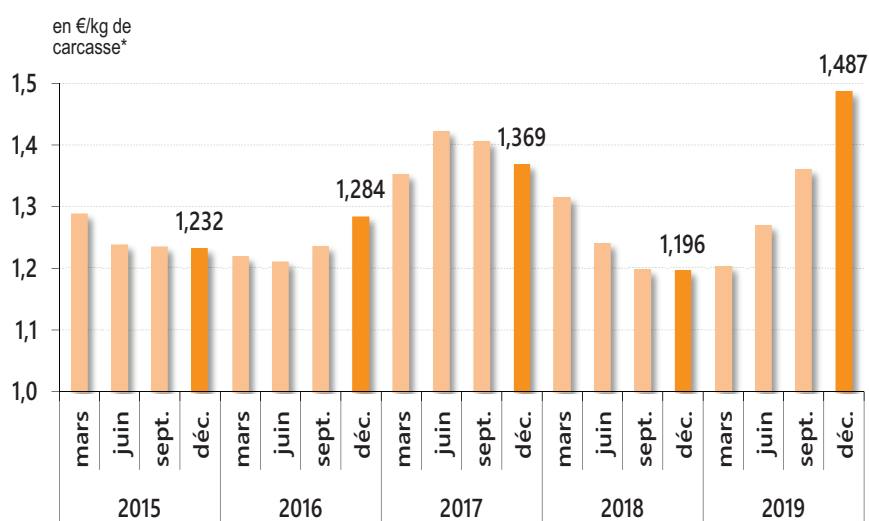
Au niveau international, la collecte est peu dynamique chez les principaux exportateurs (Union européenne, USA, Nouvelle-Zélande). Après un 1^{er} semestre pénalisé par la sécheresse, la collecte française s'est bien redressée pour finir l'année avec un volume similaire à celui de 2018. La demande mondiale, tirée par la Chine, reste dynamique.

La principale contrainte pour les producteurs reste la forte progression des charges (coût des aliments, charges de structure...). Si leur situation s'améliore progressivement, le prix du lait n'est toujours pas suffisant pour couvrir le point d'équilibre.

PRIX DE BASE DU PORC AU MARCHÉ DU PORC BRETON* - Estimations depuis septembre 2015

Source : CER France

(*) Les producteurs perçoivent des plus-values liées à la qualité et au respect de différents cahiers des charges

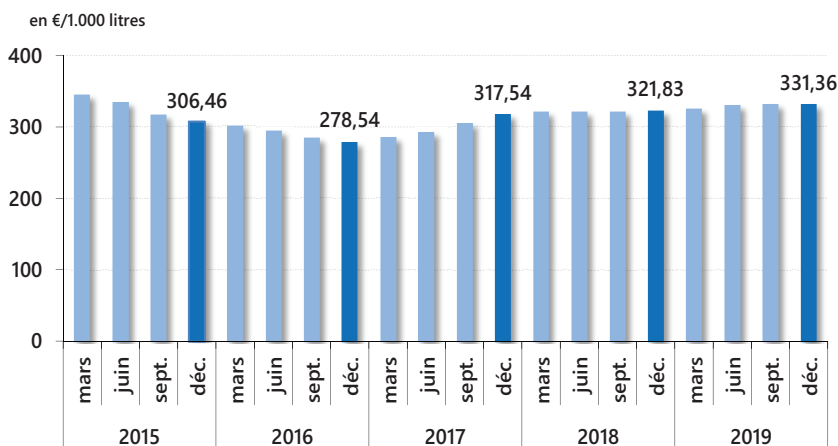


PRIX DE BASE DU LAIT « A » EN CÔTES D'ARMOR*

Moyenne par les effets eux principaux acheteurs

Source : CER France

(*) Les producteurs perçoivent des plus-values liées à la qualité et au respect de différents cahiers des charges



LES PARTENAIRES

ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUREMPLOI
CHÔMAGEMÉNAGES
LOGEMENTTOURISME
AGRICULTURE

CE BULLETIN DE CONJONCTURE A ÉTÉ RÉALISÉ
EN COLLABORATION AVEC :

- | La Direction Départementale des Finances Publiques
- | L'Insee Bretagne
- | L'Urssaf Bretagne
- | La Banque de France
- | La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
- | La Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)
- | Les Directions Régionale et Départementale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)
- | La Direction Régionale des Douanes
- | La Cellule Économique du BTP
- | La Caisse d'Allocations Familiales
- | CERFRANCE
- | Côtes d'Armor Destination (CAD)

Les données du Tableau de bord des Côtes d'Armor sont actualisées aux dates suivantes :

- début juin pour les données du 1^e trimestre
- début septembre pour les données du 2nd trimestre
- début décembre pour les données du 3^e trimestre
- début mars pour les données du 4^e trimestre.